

**CONSEIL MUNICIPAL N° 3**  
**Séance du 22 juin 2026**

**COMPTE RENDU DES DECISIONS PRISES PAR LE MAIRE**  
**En application de l'article L 2122-22 et L 2122-23 du C.G.C.T.**

<b>D1</b>	<b>LES BASSES FOLLETIERES – LE JEUNE CHAMP</b> <b>PARCELLES CH 175 – CH 189</b> <b>CONVENTION DE PRET A USAGE AVEC MONSIEUR CLEMENT DROMER</b> <b>14.04.2026</b>
-----------	---

Monsieur Clément DROMER souhaite que la VILLE DE FLERS mette à disposition les parcelles CH 175 et CH 189 situées aux Basses Folletières et au Jeune Champ à FLERS.

Les parcelles sont destinées exclusivement à un usage de cultures agricoles, cultures, pâturée et/ou fauchage. Monsieur Clément DROMER sera également chargé d'entretenir les parcelles.

Il est proposé de conclure avec Monsieur Clément DROMER une convention de prêt à usage.

La convention a été établie en ce sens aux conditions suivantes :

<b>Adresse</b>	Les Basses Folletières – 61100 FLERS Le Jeune Champ – 61100 FLERS
<b>Désignation du terrain</b>	Parcelles CH 175 et CH 189
<b>Date d'effet</b>	A compter du 1 <sup>er</sup> avril 2026
<b>Durée</b>	1 an renouvelable pour une même période par tacite reconduction. Ne peut excéder une durée de 12 années.
<b>Conge par le bailleur et le preneur</b>	Faculté de donner congé à tout moment par LRAR avec un délai de préavis de un mois.
<b>Loyer</b>	La mise à disposition des biens prêtés est totalement gratuite. Il est expressément précisé que cette gratuité est consentie moyennant l'entretien des terrains.

Le Maire :

**SIGNE**

la convention de prêt à usage avec Monsieur Clément DROMER selon les conditions citées ci-dessus.

<b>D2</b>	<b>POLICE MUNICIPALE</b> <b>RADIOTELEPHONES PROFESSIONNELS</b> <b>CONTRAT DE SERVICES</b> <b>27.04.2026</b>
-----------	--

Par décision D 168 du 4 janvier 2022, Monsieur le Maire a décidé la signature d'un contrat de service avec la société Desmarez S.A. portant sur la mise à disposition de la fréquence nécessaire au fonctionnement des radiotéléphones professionnels du service de police municipale. Ce contrat de mise à disposition doit être renouvelé suivant les termes déclinés ci-dessous :

<b>Objet</b>		Contrat de services Mise à disposition de la fréquence pour la zone d'exploitation définie en annexe
<b>Cocontractants</b>	<b>Loueur</b>	DESMAREZ S.A Parc Tertiaire et Scientifique 249 rue Irène Joliot Curie 60610 Compiègne Cedex
	<b>Locataire</b>	Ville de Flers Avenue du Château CS 70229 61104 Flers Cedex
<b>Durée</b>		1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2026 Renouvellement par tacite reconduction sans excéder trois ans (2027-2028-2029)
<b>Conditions de location</b>	<b>Modalités de la mise à disposition de la fréquence par le loueur</b>	- Mise à disposition de la fréquence convenue. - Ne peut être tenu pour responsable des perturbations subies du fait de la variabilité de la propagation des ondes radioélectriques en fonction des phénomènes météorologiques ou autres.
	<b>Modalités d'exploitation de la fréquence par le locataire</b>	- Permettra au loueur d'accéder, sur simple demande, à l'ensemble de ses installations afin de procéder au contrôle des fréquences utilisées. - L'utilisation non déclarée de la fréquence concédée entraînera le versement au loueur d'une indemnité égale à 1,5 fois le montant annuel de la taxe due par poste non déclaré. - Non autorisé à concéder à un tiers sous quelque forme que ce soit la fréquence utilisée.
<b>Tarification</b>		- Montant annuel de la redevance : 735,46 € H.T. - Montant révisable annuellement selon la formule de révision de prix basée sur l'indice SYNTEC ( $P = P_o \times 1.00 \times (S/SO)$ ). - Redevance payable annuellement et d'avance les 1 <sup>er</sup> janvier de chaque année à réception de facture.
<b>Résiliation</b>	<b>Dénonciation par l'une ou l'autre des parties</b>	Préavis de trois mois avant la date d'échéance par l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception.
	<b>Défaut de règlement du locataire</b>	A défaut de règlement aux échéances convenues, le loueur pourra résilier le contrat après simple mise en demeure non suivie d'effet dans un délai de huit jours.
	<b>Conséquences techniques</b>	Dans tous les cas de cessation du contrat, le loueur procédera à la déprogrammation de la fréquence au frais du locataire. Le coût de la déprogrammation de la fréquence sera égal à 36 € H.T. par émetteur-récepteur, éventuellement majorés des frais de déplacement du loueur.
<b>Contentieux</b>		Tous litiges auxquels pourraient donner lieu l'interprétation ou l'exécution du présent contrat seront de la compétence exclusive des Tribunaux de Compiègne ou au gré du loueur seul des Tribunaux dont dépend le domicile du locataire.

Le Maire :

**SIGNE**

le contrat de services, ci-dessus résumé et joint en annexe, avec la Société DESMAREZ.

<b>D3</b>	<b>MUSEE DU CHATEAU DE FLERS PROGRAMMATION 2026 CONTRAT SPECTACLE – CIE HECATE 30.04.2026</b>
-----------	---

Dans le cadre de la programmation annuelle du musée du château de Flers, un spectacle de pyrotechnie intitulé « Les Rites de Sariane » du groupe Hecate sera organisé le dimanche 8 novembre 2026.

Il convient de rémunérer ces prestations aux conditions décrites ci-dessous :

<b>Prestataire</b>	<b>Eurl AGENCE N Caroline AYRAMDJIAN en tant que Gérante et Titulaire des licences 1 Les Rétures 45700 VIMORY  N° SIRET : 752 530 089 00024 APE : 9001Z TVA : FR57752530089</b>
<b>Prestation</b>	Spectacle « les Rites de Sariane »
<b>Date et Horaire</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>Dimanche 8 novembre</li></ul>
<b>Montant</b>	<b>895,95 € (frais de déplacement et tva inclus)</b>
<b>A la charge de la collectivité</b>	Loge

Le Maire :

**SIGNE**

le contrat ci-dessus exposé et joint en annexe.

<b>D4</b>	<b>CESSION DE VEHICULE INUTILISE A FLERS AGGLO EC-466-EH 18.05.2026</b>
-----------	---

La ville de Flers n'a plus l'utilité du véhicule immatriculé EC-466-EH.

Cette Renault Clio, acquise en 2016, est aujourd'hui comptablement amortie.

Il est proposé de céder ce véhicule, pour la somme de 15 € symbolique, à Flers Agglo.

Le Maire :

- 1 - APPROUVE** la réforme du véhicule immatriculé EC-466-EH,
- 2 - APPROUVE** la vente du véhicule immatriculé EC-466-EH à Flers Agglo pour la somme de 15 € symboliques,
- 3 – DIT** que le véhicule cédé sera sorti du patrimoine de la ville de Flers conformément aux dispositions budgétaires et comptables.

<b>D5</b>	<b>FLERS – EXPOSITION AUTOUR DES CERCUEILS EN PLOMB DES COMTES DE FLERS – MARCHES PUBLICS – CREATION D'UNE UNITE FONCTIONNELLE 29.05.2026</b>
-----------	---

Dans le cadre du projet d'exposition 2027 consacrée à la valorisation des fouilles archéologiques qui se sont déroulées place Saint Germain, la ville de Flers va être amenée à lancer plusieurs marchés publics de fournitures et de services (scénographie).

Concernant les marchés de fournitures et services, le Conseil Municipal a adopté par délibération n° 2018-598 du 19 février 2018, le principe de la création d'unités fonctionnelles afin de respecter les règles de computation des seuils fixées à l'article R2121-6 du Code de la Commande Publique en vue de déterminer la procédure applicable aux marchés publics. La création d'une unité fonctionnelle permet de cumuler le montant de tous les marchés de fournitures et services considérés comme homogènes parce qu'ils concourent à la réalisation d'un même objet.

Il convient donc de créer une unité fonctionnelle afin de cumuler le montant de tous les marchés de fournitures et services passés par la ville de Flers dans le cadre du projet d'exposition autour des cercueils en plomb.

Il s'agit notamment des marchés suivants : conception et réalisation de la scénographie d'une exposition temporaire, réalisation d'une bande-dessinée, numérisation et restauration des cercueils, réalisation d'un dispositif multimédia.

Au fur et à mesure de la réalisation de l'opération et de l'apparition de nouveaux besoins, d'autres marchés publics pourront être lancés dans le cadre de l'unité fonctionnelle créée.

Le Maire :

- CREE** une unité fonctionnelle en vue de cumuler le montant des marchés publics de fournitures et services conclus dans le cadre du d'exposition temporaire autour des cercueils en plomb (2027).

<b>D6</b>	<b>MUSSE DU CHATEAU DE FLERS</b> <b>PROGRAMMATION 2026</b> <b>CONTRAT JULIE OZANNE</b> <b>EXPOSITION « L'AMOUR A L'ŒUVRE »</b> <b>29.05.2026</b>
-----------	--

Pour la saison 2026, le musée du château de Flers a invité Madame OZANNE Julie, artiste plasticienne, à présenter des œuvres dans le cadre de l'exposition temporaire intitulée « L'amour à l'œuvre ». Madame OZANNE Julie présentera ses œuvres à l'intérieur du château.

Il convient de rémunérer cette prestation aux conditions décrites ci-dessous :

<b>Prestataire</b>	<b>Julie OZANNE</b> <b>42 A rue des vignobles 78400 Chatou</b> N° Siret : 80791581400022 N° SIREN : 807915814 Code APE :7410Z Assujetti à la TVA : N° FR15807915814
<b>Désignation</b>	Exposition « L'amour à l'œuvre »
<b>Date</b>	Saison 2026 du 12 mai au 8 novembre
<b>Montant</b>	<b>3 375 €</b>

Le Maire :

**SIGNE**

le contrat ci-dessus exposé et joint en annexe.

<b>D7</b>	<b>PERSONNEL COMMUNAL</b> <b>ACCIDENT DU TRAVAIL</b> <b>CONSULTATION REGLEE PAR L'AGENT</b> <b>29.05.2026</b>
-----------	--

Un agent du service voirie de la Ville de FLERS a subi une nouvelle intervention chirurgicale suite à un accident de service dont il a été victime le 26.03.2018 et a réglé une consultation de suivi post opératoire auprès de son chirurgien le 12.05.2026.

Au titre de l'alinéa 2 de l'article 57 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, la collectivité doit en supporter la charge.

Ainsi, « *Le fonctionnaire en activité a droit :*

« ... 2° A des congés de maladie dont la durée totale peut atteindre un an pendant une période de douze mois consécutifs en cas de maladie dûment constatée mettant l'intéressé dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions. Celui-ci conserve alors l'intégralité de son traitement pendant une durée de trois mois ; ce traitement est réduit de moitié pendant les neuf mois suivants. Le fonctionnaire conserve, en outre, ses droits à la totalité du supplément familial de traitement et de l'indemnité de résidence. Le bénéfice de ces dispositions est subordonné à la transmission par le fonctionnaire, à son administration, de l'avis d'arrêt de travail justifiant du bien-fondé du congé de maladie, dans un délai et selon les sanctions prévues en application de l'article 58.

Toutefois, si la maladie provient de l'une des causes exceptionnelles prévues à l'article L. 27 du code des pensions civiles et militaires de retraite, à l'exception des blessures ou des maladies contractées ou aggravées en service, le fonctionnaire conserve l'intégralité de son traitement jusqu'à ce qu'il soit en état de reprendre son service ou jusqu'à la mise à la retraite. Il a droit, en outre, **au remboursement des honoraires médicaux et des frais directement entraînés par la maladie ou l'accident**, même après la date de radiation des cadres pour mise à la retraite ».

La collectivité propose donc de procéder à une avance versée à l'agent pour régler ces frais médicaux le jour de l'intervention.

Puis, elle se chargera des procédures de remboursement auprès de l'assurance statutaire.

La prestation est fixée dans les conditions décrites ci-dessous :

<b>Prestataires</b>	Docteur Lorenzo MERLINI Institut de la main IWC (International Wrist Center) Paris
<b>Prestation</b>	Consultation suivi post opératoire du 12.05.2026 suite accident de service du 26.03.2018
<b>Montant TTC</b>	ANESTHESIE : 50 €
<b>Date</b>	Le 12.05.2026

Le Maire :

**PAIE** le remboursement des frais engagés par l'agent.

<b>D8</b>	<b>PERSONNEL COMMUNAL ACCIDENT DU TRAVAIL CONSULTATION REGLEE PAR L'AGENT 29.05.2026</b>
-----------	--

Un agent du service voirie de la Ville de FLERS a subi une nouvelle intervention chirurgicale suite à un accident de service dont il a été victime le 26.03.2018 et a réglé une consultation auprès de l'Anesthésiste le 21.04.2026.

Au titre de l'alinéa 2 de l'article 57 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, la collectivité doit en supporter la charge.

Ainsi, « *Le fonctionnaire en activité a droit :*

*« ... 2° A des congés de maladie dont la durée totale peut atteindre un an pendant une période de douze mois consécutifs en cas de maladie dûment constatée mettant l'intéressé dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions. Celui-ci conserve alors l'intégralité de son traitement pendant une durée de trois mois ; ce traitement est réduit de moitié pendant les neuf mois suivants. Le fonctionnaire conserve, en outre, ses droits à la totalité du supplément familial de traitement et de l'indemnité de résidence. Le bénéfice de ces dispositions est subordonné à la transmission par le fonctionnaire, à son administration, de l'avis d'arrêt de travail justifiant du bien-fondé du congé de maladie, dans un délai et selon les sanctions prévues en application de l'article 58.*

*Toutefois, si la maladie provient de l'une des causes exceptionnelles prévues à l'article L. 27 du code des pensions civiles et militaires de retraite, à l'exception des blessures ou des maladies contractées ou aggravées en service, le fonctionnaire conserve l'intégralité de son traitement jusqu'à ce qu'il soit en état de reprendre son service ou jusqu'à la mise à la retraite. Il a droit, en outre, **au remboursement des honoraires médicaux et des frais directement entraînés par la maladie ou l'accident**, même après la date de radiation des cadres pour mise à la retraite ».*

La collectivité propose donc de procéder à une avance versée à l'agent pour régler ces frais médicaux le jour de l'intervention.

Puis, elle se chargera des procédures de remboursement auprès de l'assurance statutaire.

La prestation est fixée dans les conditions décrites ci-dessous :

<b>Prestataires</b>	Docteur Matthieu CHAMBAZ ANESTHESISTE + Institut de la main IWC (International Wrist Center) Paris
<b>Prestation</b>	Consultation anesthésiste du 21.04.2026 Pour intervention chirurgicale suite accident de service du 26.03.2018
<b>Montant TTC</b>	ANESTHESIE : 100 €
<b>Date</b>	Le 21.04.2026

Le Maire :

**PAIE** le remboursement des frais engagés par l'agent.

<b>D9</b>	<b>PLACEMENT DE FONDS DE 700 000 € SUR UN COMPTE A TERME AUPRES DE LA DDFIP 04.06.2026</b>
-----------	--

Les collectivités territoriales sont soumises à l'obligation de dépôt de leurs fonds disponibles auprès de l'Etat, qui ne verse pas d'intérêts.

Toutefois, l'article L 1618-1 et 1618-2 du Code Général des Collectivités Territoriales permettent de déroger à cette règle lorsque les fonds qui peuvent être placés proviennent :

- De libéralités (dons et legs) ;
- De l'aliénation d'un élément du patrimoine ;
- D'emprunt dont l'emploi est différé pour des raisons indépendantes de la volonté de la collectivité ;
- De recettes exceptionnelles, dans l'attente de leur réemploi. Il s'agit notamment des indemnités d'assurance.

Suite au sinistre de la mairie, la Commune a perçu une indemnité d'assurance d'un montant de 4 844 749€. Les travaux ne devant pas débiter avant le printemps 2027, un placement financier permettrait de générer des produits financiers.

Le Maire :

- 1 - PROCEDE** au placement de fonds provenant de l'indemnité d'assurance suite au sinistre de la mairie d'un montant de 700 000 €,
- 2 - SOUSCRIT** ce placement de trésorerie sur un compte à terme auprès de la DDFIP, avec un capital garanti, les intérêts fixés à la souscription au taux nominal consenti aux collectivités locales, à ce jour à 2.50 % pour une durée de 12 mois,
- 3 - FIXE** la durée du placement à 12 mois.

Cependant en cas de besoin, ces fonds peuvent être mobilisables à tout moment avant l'échéance. En cas de retrait anticipé, le calcul des intérêts est réalisé sur la période réelle d'immobilisation du capital placé, par application du taux correspondant au barème en vigueur le jour de l'ouverture du compte à terme.

<b>D10</b>	<b>PLACEMENT DE FONDS DE 3 800 000 € AUPRES DE LA DDFIP</b> <b>04.06.2026</b>
------------	--

Les collectivités territoriales sont soumises à l'obligation de dépôt de leurs fonds disponibles auprès de l'Etat, qui ne verse pas d'intérêts.

Toutefois, l'article L 1618-1 et 1618-2 du Code Général des Collectivités Territoriales permettent de déroger à cette règle lorsque les fonds qui peuvent être placés proviennent :

- De libéralités (dons et legs) ;
- De l'aliénation d'un élément du patrimoine ;
- D'emprunt dont l'emploi est différé pour des raisons indépendantes de la volonté de la collectivité ;
- De recettes exceptionnelles, dans l'attente de leur réemploi. Il s'agit notamment des indemnités d'assurance.

Suite au sinistre de la mairie, la Commune a perçu une indemnité d'assurance d'un montant de 4 844 749€. Les travaux ne devant pas débiter avant le printemps 2027, un placement financier permettrait de générer des produits financiers.

Le Maire :

- 1 - PROCEDE** au placement de fonds provenant de l'indemnité d'assurance suite au sinistre de la mairie d'un montant de 3 800 000 €,
- 2 - SOUSCRIT** ce placement de trésorerie sur un compte à terme auprès de la DDFIP, avec un capital garanti, les intérêts fixés à la souscription du nominal consenti aux collectivités locales, à ce jour 2.50 % pour une durée de 12 mois,
- 3 - FIXE** la durée du placement à 12 mois.

Cependant en cas de besoin, ces fonds peuvent être mobilisables à tout moment avant l'échéance. En cas de retrait anticipé, le calcul des intérêts est réalisé sur la période réelle d'immobilisation du capital placé, par application du taux correspondant au barème en vigueur le jour de l'ouverture du compte à terme.